

Conférence ministérielle de la TICAD (6-8 octobre 2018)

Réunion plénière 2 : Transformation économique pour une croissance inclusive

Résumé des coprésidents

La séance consacrée à une transformation économique pour une croissance inclusive fut co-présidée par Mme Ahunna Eziakonwa, Administratrice assistante du PNUD, chargée de l'Afrique, et M. Kenji Yamada, Vice-Ministre parlementaire chargé aux affaires étrangères du Japon. Elle fut ouverte par les remarques introductives des coprésidents, qui ont fourni le cadre de la discussion.

Lors de son discours, Mme Eziakonwa a insisté sur l'importance d'investir dans les individus et les compétences, de tendre vers l'autonomie sociale, économique et politique des jeunes hommes et femmes, de renforcer la capacité institutionnelle pour l'innovation, et d'améliorer l'accès à l'énergie en tant de nécessité de base pour un développement inclusif et durable.

Au cours de la discussion qui a suivi, les délégués ont constaté la reprise progressive de l'économie africaine depuis la récession de 2016, reprise due à l'amélioration de l'environnement extérieur et/ou intérieur, avec des perspectives positives pour les années à venir. Les participants ont soutenu l'importance de la diversification économique et de l'industrialisation en tant que stratégie efficace pour une réduction rapide de la pauvreté et des inégalités des revenus.

Conjointement, il y a eu un consensus sur le fait que des mesures politiques urgentes sont requises pour remédier aux vulnérabilités et lutter contre les contraintes qui freinent la croissance du continent, comme le manque de diversification, la pauvreté des infrastructures (routes, voies ferrées et ports), le faible accès à l'énergie et une vaste population jeune - majoritairement sans emploi ou sous-employée -, si le continent veut atteindre le taux de 7% de croissance du PIB requis pour un rythme de croissance durable. L'impératif de maintenir la viabilité de la dette et de promouvoir l'investissement du secteur privé sur le continent en vue d'une croissance durable est également partagé par les participants. Dans ce contexte, le succès des Forum économique public-privé Japon-Afrique tenu à Johannesburg en mai a été souligné. Les pays donateurs comme les pays bénéficiaires sont tenus de s'assurer de la viabilité de la dette lorsqu'ils investissent dans des infrastructures et mobilisent tous leurs efforts pour promouvoir l'investissement du secteur privé.

Les participants reconnaissent que faire face aux défis identifiés lors de la réunion exigerait la transformation de la base économique et un mouvement vers la diversification et l'industrialisation, au travers d'investissements dans des infrastructures appropriées dans les sources d'énergie, la

science, la technologie, l'innovation et les ressources humaines, qui s'appuieraient sur le développement des chaînes de valeur dans l'agriculture et les activités d'extraction. Une gestion efficace des ressources, une gouvernance responsable et transparente, la paix et la sécurité, ainsi qu'un solide partenariat entre les gouvernements, le secteur privé, les institutions financières, les OSC et les partenaires de développement sont également nécessaires pour soutenir une transformation économique structurelle.

Les participants reconnaissent le besoin urgent de maîtriser l'économie potentiel des ressources de l'économie bleue africaines, comme les océans, les mers, les lacs et les rivières au travers de technologies respectueuses de l'environnement pour stimuler la diversification économique. Afin de maximiser les bénéfices de l'économie bleue, les participants ont également souligné l'importance de la sécurité maritime et de la lutte contre la piraterie, la pêche illégale et d'autres délits maritimes, notamment au travers d'un ordre maritime fondé sur des règles, comme le montrent la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, la Stratégie maritime intégrée 2050 de l'Afrique (2050 AIM Strategy), et la Déclaration de Nairobi de la TICAD VI. Le domaine spatial pourrait également offrir une occasion unique par transformer l'économie africaine en économie du savoir.

À la lumière du rôle crucial du secteur privé dans la transformation socio-économique, une gouvernance efficace et des environnements favorables pour le développement du secteur privé, comme une connectivité améliorée, une énergie fiable et des infrastructures de qualité, des moyens de financement abordables, une stratégie pour la viabilité de la dette, le développement des compétences et de l'entrepreneuriat sont également cruciaux. Les participants ont aussi rappelé que le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) est un autre facteur clé pour la diversification économique et vers la réalisation de l'industrialisation et de la croissance inclusive en Afrique.

M. Kenji Yamada, Vice-Ministre parlementaire chargé aux affaires étrangères du Japon, dans ses remarques finales, a répété le besoin urgent de transformation économique en respectant l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique, et a souligné l'engagement continu du Japon pour soutenir les efforts africains au travers de diverses initiatives telles que l'investissement dans des infrastructures de qualité, l'amélioration de la productivité agricole, la promotion de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI), avec une attention particulière portée au développement des ressources humaines. Il a également insisté sur l'importance d'océans libres et ouverts reliant l'Afrique et le Japon, ce qui assurera la stabilité et la prospérité de la région, au travers d'un ordre maritime libre et ouvert.

FIN